

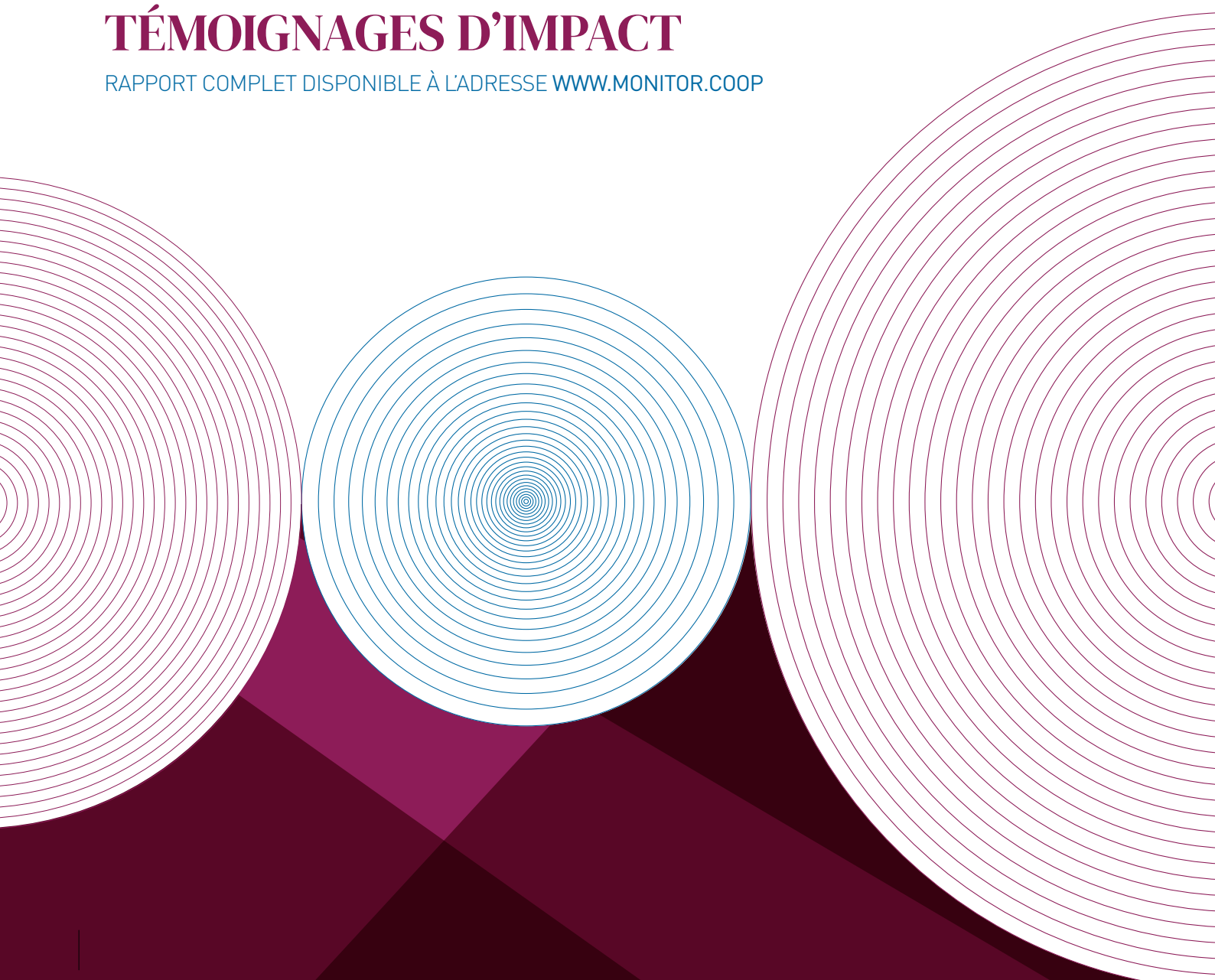
Moniteur Mondial des Coopératives

Explorer l'économie coopérative



TÉMOIGNAGES D'IMPACT

RAPPORT COMPLET DISPONIBLE À L'ADRESSE WWW.MONITOR.COOP



Année internationale
des coopératives

Les coopératives construisent
un monde meilleur.

Témoignages d'impact : comment les coopératives construisent un monde meilleur

Les coopératives sont des bâtisseuses de communautés et des acteurs du changement – elles construisent un monde meilleur en pratiquant une autre manière de faire des affaires.

Le Moniteur mondial des coopératives 2025 met en évidence la taille économique et la durabilité des coopératives et des mutuelles à l'échelle mondiale. Mais comment les leaders des grandes entités coopératives peuvent-ils s'assurer d'être entendus lors des discussions politiques de haut niveau ? Et quel est l'impact réel de ce modèle économique une fois les chiffres mis de côté ?

Pour le savoir, Co-op News s'est entretenu avec plusieurs membres du Cercle de leadership des coopératives et des mutuelles (CM50) pour recueillir quelques-uns de leurs témoignages d'impact : comment leurs organisations ont un impact concret et positif sur leurs membres, leurs employés et les communautés. Ce que nous avons entendu, ce sont des récits de coopératives s'attaquant à certains des défis les plus urgents au monde, allant de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique à l'éducation, l'accès aux soins de santé et la protection financière.

Ces échanges brossent un portrait de la spécificité coopérative – et d'un écosystème coopératif diversifié qui montre qu'il est possible de gérer des entreprises prospères de manière démocratique, durable et centrée sur les personnes. Le fil conducteur de ces échanges est simple : les coopératives et les mutuelles existent pour servir leurs membres et les communautés, et non des actionnaires externes. Ce simple fait multiplie leur impact de manière remarquable – en particulier lorsque les coopératives coopèrent au-delà des frontières et plaident d'une seule voix.

Les personnes avant le profit : dans chaque secteur, les entretiens révèlent comment les excédents sont réinvestis dans les membres, les infrastructures ou les communau-

tés, garantissant ainsi que les bénéfices restent locaux et durables, plutôt qu'être récupérés par les actionnaires.

Gouvernance démocratique : qu'il s'agisse de patients influant sur les services hospitaliers à Barcelone ou d'agriculteurs siégeant au conseil d'administration d'IFFCO en Inde, les membres influencent directement les décisions. Cela permet de concevoir des produits et des services centrés sur de véritables besoins humains.

Résilience et solidarité : les coopératives et les mutuelles répondent systématiquement présent en temps de crise. Elles versent rapidement des indemnités d'assurance après des typhons aux Philippines, remplacent le bétail perdu au Kenya ou contribuent à la reconstruction après des inondations en Belgique. Leur structure mutualiste leur permet de privilégier la réponse humaine plutôt que les calculs de rentabilité.

Les échanges soulignent également l'importance des plateformes internationales telles que le CM50 qui relie les coopératives par-delà les frontières – renforçant ainsi l'innovation, le partage de technologies et l'influence politique – et démontre la contribution concrète du secteur aux Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Les coopératives et les mutuelles contribuent déjà significativement à l'économie mondiale, mais leur potentiel est bien plus vaste. Les échanges soulignent qu'il est désormais nécessaire de les reconnaître, de les rendre plus régulatrices et d'accélérer leur déploiement. Soutenu et développé, le modèle coopératif offre non seulement une alternative économique, mais aussi une voie éprouvée vers un monde plus juste, plus durable et plus résilient.

Ce texte a été revu pour des raisons de clarté et de concision. Les échanges originaux sont disponibles en ligne sur cm50.coop.

CM 50

Entretiens :

Howard Brodsky

Cofondateur et Président du conseil de CCA Global Partners (États-Unis)

Graham Clark

Directeur général d'Asia Affinity Holdings Ltd (Indonésie)

Anne-Laure Desgris

Administratrice déléguée de Smart (Belgique)

Georgina Díaz

Directrice générale de la Société nationale d'assurance-vie des enseignants (Costa Rica)

Steven Gill

Fondateur, Président-directeur général et Directeur technique de Co-op Exchange (Malte)

Matheus Kfoury Marino

Président de Coopercitrus (Brésil)

Shirine Khoury-Haq

Directrice générale, Co-op Group (Royaume-Uni)

Dr. Jayen Mehta

Directeur général de la Fédération coopérative de commercialisation du lait du Gujarat – AMUL (Inde)

Patrick Nyaga

Directeur général du Groupe et PDG de CIC Insurance Group plc. (Kenya)

Dr KJ Patel

Directeur général de l'Indian Farmers Fertiliser Cooperative Limited – IFFCO (Inde)

Phil Ponsonby

Directeur général de The Midcounties Co-operative (Royaume-Uni)

Noel Raboy

Président-directeur général de la coopérative d'assurance-vie et multirisque CLIMBS (Philippines)

Debbie Robinson

Directrice générale de Central Co-op (Royaume-Uni)

Izak Smit

Directeur général de la Professional Provident Society (Pty) Ltd (PPS) (Afrique du Sud)

Professeur Petar Stefanov

Président de l'Union Coopérative Centrale (Bulgarie)

Hilde Vernailen

CEO du Groupe P&V (Belgique)

Rob Wesseling

Président-directeur général du groupe The Co-operators (Canada)

Carlos Zarco

Directeur général de la Fundación Espriu (Espagne) et Président de l'Organisation internationale des coopératives de santé (IHCO)



Parlez-nous de votre organisation

CCA Global Partners est l'une des plus grandes coopératives d'achat d'Amérique du Nord. J'ai également fondé Principe Six Cooperative et Cooperatives for a Better World. Ma passion pour les coopératives me vient de mon père qui a immigré d'Ukraine et a créé une petite entreprise de revêtements de sol. À son décès, j'ai repris l'entreprise et réalisé que les petites entreprises familiales ne peuvent survivre sans s'agrandir. Les coopératives sont devenues le moyen de leur donner cette force sans compromettre leur indépendance.

La force du modèle coopératif réside dans sa capacité à allier autonomie et force collective. Les entreprises familiales tiennent à conserver leur indépendance mais elles doivent coopérer pour bénéficier d'un pouvoir d'achat, de technologies et de formations. Une coopérative leur permet d'évoluer sans perdre leur propriété. Et la propriété compte vraiment : les gens se battent davantage pour ce qui leur appartient.

Comment CCA génère-t-elle un impact ?

Prenez l'exemple d'un magasin de vélos ou d'articles de sport. Seuls, ils auraient du mal à obtenir un bon financement ou des prix compétitifs. Grâce à la coopérative, ils obtiennent du crédit, de meilleures assurances et un accès à des produits au même prix que les entreprises multimilliardaires. En général, nos membres ont surpassé les grandes entreprises nationales en matière de parts de marché, ce qui est tout à fait remarquable.

Nous soutenons aujourd'hui plus de 700 000 entreprises familiales. De plus, notre division CCA pour le bien social travaille avec 39 000 garderies accueillant 1,5 million d'enfants. Nous apportons notre aide en matière d'alimentation, de formation des enseignants, d'assurance et de financement. De nombreux membres me confient que leur entreprise n'aurait pas survécu sans la coopérative, et maintenant leurs enfants souhaitent la reprendre. C'est incroyablement gratifiant.

L'impact par le changement d'échelle!

Exactement! Et c'est précisément l'objectif du sixième principe (coopération entre coopératives) et de notre coopérative, Principe Six, qui repose sur un principe simple : les coopératives s'entraident. Même les plus grandes coopératives

ont besoin de changer d'échelle face aux évolutions rapides de l'IA et des technologies. Cela permet aux coopératives d'habitation d'apprendre les unes des autres, aux coopératives alimentaires de s'inspirer mutuellement, par-delà les frontières. Il s'agit également de veiller à ce que nous, en tant que coopératives, soyons propriétaires de nos données et que nous les utilisions pour progresser ensemble.

L'ampleur des coopératives est souvent méconnue. Les petites entreprises familiales représentent 96% de l'ensemble des entreprises mondiales et pourtant les responsables politiques et les professionnels ont souvent une compréhension limitée des coopératives. Les coopératives représentent déjà 10% de l'économie mondiale et nous devons avoir notre place à "la grande table des décisions" pour que notre modèle soit reconnu comme une véritable solution.

Est-ce pour cela que vous vous êtes impliqué dans le CM50 ?

Oui. Le CM50 a pour objectif de rassembler des leaders, d'apprendre les uns des autres et de semer les graines de nouvelles coopératives appelées à se développer. Les grandes coopératives ont la responsabilité de soutenir les plus petites. Le CM50 peut également nous aider à influencer les politiques mondiales et à montrer aux gouvernements que les coopératives peuvent bâtir des économies plus équitables.

Les Objectifs de développement durable seront difficiles à atteindre dans le contexte actuel. Les coopératives sont essentielles pour y parvenir mais nous avons besoin d'une croissance plus rapide et d'une portée plus large. C'est pourquoi Doha et le CM50 sont importants. Ce n'est pas une fin en soi, c'est un point de départ. Ensemble, nous pouvons aller plus loin, plus vite.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En créant un avenir plus équitable, durable et prospère, où la propriété est largement partagée et non concentrée entre quelques mains. Je dis qu'il existe deux types de pauvreté : la pauvreté économique et la pauvreté d'espoir. Un emploi, à lui seul, ne donne pas toujours de l'espoir. Mais la propriété, si. Quand les gens ont leur part dans l'aventure, ils se sentent investis. C'est là toute la différence des coopératives.

UNE CONVERSATION AVEC...

Graham Clark



Directeur général d'Asia Affinity Holdings Ltd
(Indonésie)

Parlez-nous de votre organisation

Nous travaillons avec les petites communautés et les PME. Notre priorité est de créer de l'activité en mettant en place toutes sortes de structures, des groupes d'entraide aux coopératives puis en les dotant de technologies et en les protégeant par l'assurance qui constitue notre cœur de métier.

Au Japon, nous contribuons à créer des coopératives d'entraide à partir de zéro, parfois en commençant avec seulement une centaine de personnes et en développant l'initiative depuis la base. En Indonésie, nous gérons une fondation qui soutient environ 2 500 coopératives, initialement mise en place par la Banque mondiale après le tsunami de 2004. Cela nous a offert un véritable accès aux communautés de base qui sont le cœur et l'âme de la société.

Nous cultivons également des algues en Indonésie, une activité qui touche au climat, au carbone et à la sécurité alimentaire, et nous avons une activité technologique qui soutient les écosystèmes coopératifs. Notre rôle est donc unique : nous sommes présents depuis les origines des communautés jusqu'au bout des chaînes de valeur et d'approvisionnement.

Quel impact constatez-vous sur le terrain dans ces communautés ?

L'enjeu principal est la durabilité. Le financement par les donateurs peut partir d'une bonne intention mais une fois les fonds épuisés l'espoir s'évanouit avec eux. Ce qui crée un véritable impact, c'est d'aider les gens à bâtir des entreprises pérennes. Cela implique d'aller au-delà des liquidités.

L'éducation est essentielle. De nombreuses communautés locales en Asie n'ont reçu que peu ou pas d'éducation formelle. Nous leur enseignons donc non seulement « souhaitez-vous emprunter de l'argent ? » mais aussi « qu'est-ce qu'un prêt, comment fonctionnent les remboursements, comment effectuer une transaction financière ? ».

L'esprit de coopération est très différent de celui des entreprises purement commerciales, c'est ce qui confère au modèle coopératif un fort potentiel de développement et de résilience, d'autant plus que les chaînes d'approvisionnement ne sont plus aujourd'hui des silos verticaux mais des écosystèmes. La

traçabilité relie chaque acteur au sein de cet écosystème.

Quels sont vos espoirs pour le CM50 ?

Pour moi, le CM50, est une question de plaidoyer et d'exigence accrue. Nous sommes confrontés à d'immenses défis mondiaux : comment nourrir 11,5 milliards de personnes d'ici 2050, comment financer ces actions ? Comment lutter simultanément contre la pauvreté et le changement climatique ? Le CM50 réunit des leaders du monde entier autour de la question : à quoi ressembleront les Objectifs de développement durable après 2030 ? Certains, comme l'ODD 14 (Vie aquatique), bénéficient de peu de financements alors que les océans sont essentiels à la sécurité alimentaire.

Il s'agit également de donner aux PDG l'espace nécessaire pour réfléchir au-delà de leur activité. 90% de leur temps est consacré à la recherche de la rentabilité et de la performance. Le CM50 leur offre un espace d'échange d'idées et de construction de cadres pour un impact collaboratif.

Quels objectifs souhaiteriez-vous que le CM50 atteigne à Doha ?

Premièrement, des questions sur l'éducation. Elle est fondamentale et doit être mise en œuvre à l'échelle nationale. Deuxièmement, la liquidité au niveau local. Les banques de développement interviennent au niveau souverain mais les PME opérant dans des secteurs tels que la pêche ou l'agriculture présentent un risque trop élevé pour la finance traditionnelle. Elles ont besoin de garanties ou de mécanismes qui réduisent les risques liés à l'investissement afin que les capitaux puissent affluer là où les choses se passent. Il ne s'agit pas d'aides ponctuelles mais de créer les conditions d'une viabilité à long terme.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En montrant à quoi ressemble un système moderne centré sur les personnes, bâti depuis la base. Si nous y parvenons, les coopératives ne se contenteront plus de réagir aux problèmes. Elles façonneront des solutions pour la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et les communautés partout dans le monde.

UNE CONVERSATION AVEC...

Anne-Laure Desgris



Administratrice déléguée de Smart (Belgique)

Parlez-nous de votre organisation

Smart est une coopérative belge qui permet à des milliers de travailleurs, qu'ils soient artistes ou porteurs de projets d'autres secteurs, d'héberger et de développer leurs activités professionnelles au sein d'une entreprise commune. Plutôt que de travailler seuls, les membres peuvent mutualiser leurs ressources et leurs outils et développer leurs activités de manière autonome et sécurisée, tout en bénéficiant de la protection sociale du salariat.

Être une coopérative nous permet de placer la personne au cœur de notre modèle économique, grâce à une gouvernance participative et à des services conçus collectivement, avec et pour nos membres. Smart a été fondée en Belgique il y a un peu plus de 25 ans et s'est depuis développée dans d'autres pays européens, dont l'Italie et l'Allemagne.

Quel est l'impact de Smart sur ses membres ?

Smart permet de formaliser ses revenus et de sécuriser son activité professionnelle. En devenant salarié de Smart, chacun peut développer son projet tout en bénéficiant d'un cadre protecteur et collectif.

Je pourrais partager de nombreuses histoires, du metteur en scène de théâtre au musicien, en passant par le tondeur de moutons. Souvent, les personnes peinent à gérer seules leurs contrats, leurs factures et leurs déclarations sociales et fiscales. Avec Smart, elles peuvent se concentrer sur leur cœur de métier tout en bénéficiant du statut de salarié, de la protection sociale et d'une communauté solidaire.

Au-delà du soutien individuel, Smart crée des espaces de coopération, de solidarité et d'expérimentation. Nous hébergeons des projets collectifs, des groupes d'entraide et des espaces démocratiques où les membres participent activement à l'avenir de la coopérative.

Pourquoi le CM50 est-il important ?

Parce qu'il rassemble des leaders de coopératives et de mutuelles du monde entier pour partager leurs expériences, nouer des alliances et promouvoir une économie plus dé-

mocratique. J'ai choisi de m'impliquer car je crois que les coopératives doivent bien sûr soutenir leurs membres au niveau local mais aussi contribuer au changement mondial. Le CM50 est un espace pour amplifier nos voix, apprendre les uns des autres et plaider en faveur d'une transformation systémique.

L'objectif est de renforcer le mouvement coopératif en tant que force politique et sociale, capable de répondre aux défis contemporains avec solidarité, durabilité et démocratie. Nous sommes un mouvement qui doit défendre fièrement ses valeurs d'égalité et d'inclusion, quels que soient le genre et l'origine, et son engagement en faveur de la dignité humaine et du respect de la planète.

Quels sont vos espoirs pour Doha et au-delà ?

Le Sommet social mondial rassemble des militants, des coopérateurs et des acteurs du changement du monde entier. J'espère que cet événement contribuera à relier le mouvement coopératif à des luttes sociales plus larges : pour la justice climatique, l'égalité des genres, le travail décent et la gouvernance démocratique.

J'espère que les coopératives seront reconnues non seulement comme des acteurs économiques mais aussi comme des forces politiques et sociales capables de transformer les systèmes pour un avenir plus juste. Au-delà de Doha, je souhaite voir des alliances durables se nouer entre les coopératives et d'autres mouvements de transformation sociale. Nous devons construire des ponts, partager des outils et créer des espaces où l'action collective peut prospérer. L'avenir que nous envisageons est celui où la coopération ne sera plus l'exception mais deviendra la règle.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En prouvant que la démocratie n'est pas seulement un idéal politique : elle peut être le fondement de notre façon de travailler, de produire et de vivre ensemble, en solidarité les uns avec les autres et dans le respect de notre planète.

UNE CONVERSATION AVEC...

Georgina Díaz



Directrice générale de la Société nationale d'assurance-vie des enseignants (Costa Rica)

Parlez-nous de votre organisation

La Société nationale d'assurance-vie des enseignants est au service du secteur éducatif costaricien public et privé depuis plus d'un siècle. En 2025, nous célébrons notre 105e anniversaire, une étape marquante qui témoigne de notre engagement à améliorer concrètement la vie de milliers de familles costariciennes grâce à la protection et à la solidarité.

Notre modèle repose sur un système de partage mutuel, unique dans le pays et la région, soutenu par la confiance et le sentiment d'appartenance de près de 190 000 membres. Au-delà de l'assurance-vie, nous proposons des programmes d'assistance solidaires qui incarnent notre conviction d'accompagner les personnes à chaque étape de la vie. Guidés par le principe d'entraide, notre objectif est de rester un pilier de confiance et de durabilité pendant au moins cent ans encore, prouvant qu'une économie centrée sur les personnes peut véritablement transformer des vies et bâtir un avenir meilleur.

Qu'est-ce qui vous distingue et quel impact avez-vous sur vos communautés ?

Notre différence réside dans notre mission qui va au-delà de l'assurance-vie : nous instaurons la confiance et la sécurité entre les générations. Notre assurance-vie mutualiste a soutenu des milliers de familles dans les moments difficiles, leur offrant une tranquillité financière quand cela compte le plus. Nous investissons également dans des programmes sociaux et éducatifs qui renforcent les communautés car nous croyons que la solidarité doit être concrète.

L'une de nos initiatives phares est « *Yo Pienso Verde* » (« Je pense vert »), un programme de 12 ans qui promeut la sensibilisation à l'environnement dans les écoles à travers le pays. Il encourage les pratiques durables telles que la gestion des déchets, la réduction de l'empreinte carbone, l'efficacité énergétique et hydrique, et le jardinage biologique. Les établissements participants réduisent non seulement leur impact environnemental mais deviennent également des modèles pour les autres.

En accord avec cette vision, notre projet Green Building transforme notre siège en un espace de travail plus durable. Le succès de ces initiatives se mesure non seulement par des indicateurs environnementaux (tels que la réduction des déchets

ou les économies d'énergie) mais aussi par leur impact social. Chaque action vise à créer un changement positif au sein de nos communautés et à susciter la participation active de nos membres. Nous sommes fiers d'être le premier assureur du Costa Rica à obtenir la certification carboneutre en plus de détenir les certifications INTE/ISO 9001 :2015 et INTE G-35 :2012.

Nous proposons également des ateliers d'éducation financière qui renforcent le bien-être personnel et économique de nos membres. Notre transformation numérique en cours a amélioré l'accessibilité grâce à de nouvelles solutions technologiques, complétées par un réseau de 14 agences réparties dans tout le pays, garantissant un accompagnement personnalisé et une proximité. Tous ces efforts s'appuient sur nos valeurs fondatrices – la solidarité et l'engagement pour le bien commun – qui continuent de guider notre présent et notre avenir.

Pourquoi pensez-vous que le CM50 est important ?

Parce qu'il fédère les coopératives et les mutuelles du monde entier autour d'une vision commune : prouver que la coopération est un véritable moteur de transformation sociale. Pour nous, faire partie de cette communauté renforce notre voix collective, favorise l'échange d'expériences et fait progresser un système économique plus juste, plus inclusif et plus résilient. L'objectif ultime est d'inspirer des actions mondiales qui privilégient les personnes aux marchés.

Quelles sont vos attentes pour Doha et au-delà ?

À Doha, nous espérons favoriser un dialogue qui débouche sur des engagements concrets mettant en avant le rôle des coopératives, des mutuelles et des entreprises de l'économie sociale dans le développement durable. À l'avenir, nous souhaitons contribuer à façonner un discours mondial reconnaissant ces organisations comme des acteurs clés de la lutte contre les inégalités, le changement climatique et l'inclusion sociale.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En plaçant la solidarité au cœur de l'économie, en prouvant que la croissance est possible lorsque personne n'est laissé pour compte.



Parlez-nous de votre organisation

Coop Exchange est le foyer du capital détenu par ses membres : une plateforme technologique, un organisme de normalisation et un réseau de distribution qui rendent les entreprises détenues par leurs membres — quelle que soit leur taille — accessibles aux investissements institutionnels (fonds de pension, gestionnaires d'actifs, mandats ESG), tout en préservant le contrôle et les valeurs des membres. En définissant et en exploitant le marché du capital détenu par les membres, nous offrons aux émetteurs un lieu reconnu pour lever des fonds et aux investisseurs un point d'accès unique pour trouver des instruments authentiquement détenus par les membres, accompagnés d'indicateurs ESG de qualité institutionnelle présentés aux côtés des données financières.

En quoi le fait d'être organisé en coopérative fait-il la différence ?

Parce que l'infrastructure de marché nécessaire aux entreprises détenues par leurs membres pour lever des capitaux sur les marchés publics sans compromettre leur identité leur appartient ; notre réussite est liée à celle de nos membres dans leurs levées de fonds. Plutôt que des opérations ponctuelles sur mesure, les membres s'appuient sur une norme et une plateforme réutilisables, conçues à cet effet, ainsi que sur un label Coop Exchange Approved, portable et reconnu par les investisseurs, quel que soit le lieu de cotation des instruments détenus par les membres.

Et cela permet aux membres de lever des fonds propres sans perdre le contrôle ?

Exactement. Les capitaux extérieurs participent selon les conditions définies par les membres, tandis que la gouvernance leur reste entièrement acquise. Cela implique des garde-fous plus clairs, des informations comparables pour une tarification équitable et une part accrue des excédents qui demeure locale — au bénéfice des salaires, des services et des investissements à long terme. Point essentiel, cela permet la conversion de dettes en actions, et lorsque les entreprises détenues par leurs membres partagent une partie de leurs excédents avec des fonds ESG et des fonds de pension responsables, cette valeur se diffuse auprès de millions de détenteurs de pensions dans le monde — contribuant ainsi à réduire les inégalités de richesse au-delà du cercle des membres coopératifs. En ré-

sumé : les membres conservent leur souveraineté ; les communautés en retirent des bénéfices concrets et le grand public profite des retombées d'entreprises qui placent la personne avant la spéculation.

Pourquoi avez-vous rejoint le CM50 ?

Il existe un décalage structurel entre l'ampleur des capitaux alignés sur des valeurs éthiques et la disponibilité d'entreprises investissables, non prédatrices, détenues par leurs membres. Quarante mille milliards de dollars de capitaux alignés sur des valeurs éthiques recherchent des rendements crédibles et durables, ancrés dans l'économie réelle, tandis que trois millions d'entreprises détenues par leurs membres — représentant environ 10% de la population active mondiale — cherchent des capitaux de croissance qui préservent leur identité et leur mission. J'ai rejoint CM50 parce qu'ensemble, nous pouvons mobiliser ces capitaux en corrigeant ce déséquilibre : en normalisant les investissements alignés sur des valeurs éthiques au bénéfice de l'économie coopérative et mutualiste — et pas uniquement du S&P 500.

Quels sont vos espoirs pour Doha et au-delà ?

J'espère que le Sommet social mondial reconnaîtra que l'un des moyens les plus efficaces de réduire les inégalités de richesse est de rendre la majorité des entreprises investissables dans le monde moins prédatrices et davantage ancrées dans leurs communautés. Les entreprises détenues par leurs membres qui existent pour servir ces derniers tout en offrant des rendements équitables et durables aux investisseurs à long terme, y compris aux millions de titulaires de pensions, représentent la voie la plus réaliste. J'aimerais que le CM50 s'appuie sur la dynamique du Sommet pour définir un plan d'action quinquennal concret, assorti d'étapes claires.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En générant un travail digne et des avantages pour leurs membres de manière socialement responsable. Les coopératives sont l'une des formes d'entreprise les plus équitables et, en partageant une partie de leur excédent annuel avec les millions de personnes qui épargnent pour leur retraite, elles peuvent mobiliser des capitaux sans précédent pour développer l'économie coopérative. Cela crée une boucle vertueuse où la majorité des entreprises existent au service du plus grand nombre et non d'une minorité.



Parlez-nous de votre organisation

Nous sommes une coopérative de producteurs forte de 40 000 membres. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux sont de petits et moyens exploitants. Nous fournissons tout ce dont un agriculteur a besoin pour une bonne récolte : engrais, produits phytosanitaires, semences, tracteurs, machines, huile et services. Nous proposons également un soutien technique et des services d'agriculture numérique tels que les drones et l'imagerie satellite. Avec notre équipe, nous aidons les agriculteurs à mettre en œuvre des projets de plantation et à utiliser efficacement les nouvelles technologies. Nous leur fournissons tous les outils nécessaires pour obtenir une production abondante.

Comment faites-vous les choses différemment en tant que coopérative ?

En soutenant nos membres d'une manière que les entreprises privées ne font pas. Notre mission est de construire un pouvoir collectif. Nous avons la taille nécessaire pour négocier avec les grandes entreprises de semences, d'engrais et de matériel agricole. La rentabilité est importante mais elle n'est pas une fin en soi ; notre raison d'être est d'aider les petits et moyens producteurs agricoles à rivaliser avec les grands groupes. Sans les coopératives, beaucoup d'entre eux ne pourraient tout simplement pas survivre dans notre région.

Quel est, selon vous, l'impact des coopératives agricoles sur les communautés ?

L'impact est direct. Nous touchons 40 000 agriculteurs et leurs familles et nous les accompagnons à chaque étape de leur cycle agricole. Nous leur fournissons les intrants, achetons leur production et assurons des services techniques. Nous aidons les agriculteurs à passer de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture numérique en introduisant des drones, de l'imagerie satellite et des équipements de précision. Nos 500 spécialistes visitent les exploitations chaque jour apportant la technologie directement sur le terrain. J'aime dire que Coopercitrus est une université à la ferme. Par l'intermédiaire de la Fondation Coopercitrus, nous proposons des cours gratuits à nos membres et aux communautés. Les agriculteurs et leurs enfants peuvent y étudier le big data, l'agroalimentaire, les techniques agricoles, la conduite de tracteurs et le pilotage de drones. Chaque année, environ 400 personnes suivent ces formations et une centaine d'entre elles obtiennent un diplôme ou une qualification technique.

Pourquoi l'éducation et la technologie sont-elles si importantes pour la durabilité et la résilience ?

L'éducation est essentielle, en particulier pour les jeunes parce que, grâce à une formation en agriculture numérique, ils peuvent rejoindre les entreprises familiales et y apporter de nouvelles compétences. Elle renforce la relève, maintient les jeunes en milieu rural et garantit la compétitivité des exploitations agricoles. La technologie est la clé de la durabilité. Grâce à des systèmes d'irrigation numériques, des techniques de semis direct et des produits biologiques, nous aidons les agriculteurs à accroître leur productivité tout en protégeant l'environnement. Par exemple, nous utilisons des capteurs et des drones pour optimiser l'utilisation de l'eau, restaurer les sources et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous investissons également dans les énergies propres, le solaire notamment, et nous menons des programmes de reforestation. La technologie permet aux agriculteurs de produire plus avec moins de ressources tout en préservant ainsi les sols, l'eau et la biodiversité.

Pourquoi avez-vous rejoint le CM50 ?

Au Brésil, nous sommes représentés par notre organisation coopérative nationale, l'OCB, qui œuvre pour renforcer notre influence auprès du gouvernement. Nous devons également nous exprimer d'une seule voix à l'échelle internationale. Les coopératives sont différentes selon les pays mais le partage d'expériences est essentiel. Au CM50, nous démontrons au monde que les coopératives peuvent créer et partager de la valeur, non seulement pour leurs membres, mais aussi pour des communautés entières. Au Brésil, où les coopératives sont puissantes, on voit clairement la différence entre les villes qui en ont et celles qui n'en ont pas. Les coopératives sont source d'investissements, d'emplois et de dignité.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En créant et en partageant de la valeur. Nous offrons aux petits et moyens producteurs agricoles les mêmes opportunités que les grands acteurs. Nous apportons la technologie, l'éducation et la durabilité aux communautés. Nous veillons à ce que les résultats économiques soient partagés avec les membres et leurs familles, et non extraits au profit d'actionnaires. Je crois que les coopératives sont la meilleure façon de concilier puissance économique et finalité sociale : nous pouvons être compétitifs sur le marché, innover, tout en plaçant les personnes au cœur de notre action.



Parlez-nous de votre coopérative

Le Co-op Group est la plus ancienne entreprise coopérative au monde : ses origines remontent directement aux Pionniers de Rochdale et à Toad Lane. Aujourd'hui, nous sommes également l'une des plus grandes coopératives au monde et la plus importante du Royaume-Uni, avec 6,9 millions de membres. Nous réalisons un chiffre d'affaires annuel de 11 milliards de livres sterling, nous sommes le sixième distributeur alimentaire du Royaume-Uni, le premier prestataire de services funéraires du pays et nous développons des activités juridiques tout en consolidant notre présence historique dans le secteur des assurances. Présents dans toutes les zones postales du Royaume-Uni, nous entretenons des liens étroits avec les communautés, un lien qui fait de notre coopérative non seulement une entreprise mais aussi une voix dans le débat national. J'ai fait carrière dans des entreprises internationales comme IBM, McDonald's et Lloyd's of London mais diriger Co-op est un privilège. Cela me permet de collaborer avec des personnes exceptionnelles et de garantir que nos valeurs d'égalité et d'équité soient visibles et appliquées à grande échelle. Nous voulons montrer l'exemple, et même lorsque le monde semble faire marche arrière, notre coopérative avance – portée par ses membres-propriétaires.

Comment se traduit concrètement cette avancée ?

Le modèle d'entreprise coopérative est unique par la valeur qu'il crée pour ses membres et leurs communautés, stimulant ainsi le changement économique et social. Dans un monde instable et fracturé, les coopératives peuvent donner le meilleur d'elles-mêmes : elles se mobilisent et rassemblent les gens pour trouver des solutions. Cela signifie faire preuve de courage, que ce soit dans la gestion de nos entreprises, dans la création de valeur pour nos membres ou dans notre action de sensibilisation à l'échelle nationale. Nous resterons toujours fidèles à nos valeurs et à nos principes coopératifs.

Quel impact cela a-t-il ?

Il peut être remarquable. Nos 38 écoles, par l'intermédiaire du Co-op Academies Trust, forment 21 000 jeunes dans des régions confrontées à de réels défis. Les résultats du Trust, ancrés dans les valeurs coopératives, sont exceptionnels : ils transforment les trajectoires d'avenir bien au-delà de celles observées dans les autres établissements scolaires.

Nous sommes aussi l'une des organisations les plus efficaces du Royaume-Uni en matière de plaidoyer, défendant les changements que souhaitent nos membres. Co-op a contribué à l'adoption de nouvelles lois protégeant les survivants de l'esclavage, luttant contre l'isolement et assurant la sécurité des travailleurs du commerce de détail. Nous menons campagne – et, en général, nous gagnons. Au niveau local, nous versons des fonds essentiels via notre Fonds communautaire local, soutenant des causes choisies par nos membres. Depuis 2016, nous avons versé plus de 115 millions de livres sterling à plus de 39 000 projets communautaires locaux.

Pourquoi avez-vous rejoint le CM50 ?

Parce que personne ne travaille seul dans une coopérative, ni les individus, ni les entreprises. Nous nous réunissons en tant que coopératives et mutuelles pour partager des idées, échanger et défendre une façon plus juste et plus efficace de faire des affaires.

Le gouvernement britannique s'est engagé à doubler la taille de l'économie coopérative et mutuelle et a créé un Conseil des entreprises du secteur des coopératives et des mutuelles regroupant les plus grandes entreprises démocratiques du Royaume-Uni. À l'échelle internationale, il est tout aussi essentiel de rassembler les esprits coopératifs avec les décideurs et responsables politiques de haut niveau – et c'est précisément ce que fait CM50.

Si nous voulons créer un environnement dans lequel les coopératives peuvent prospérer et concrétiser notre mission centrée sur la personne pour construire un monde meilleur, alors le Sommet social mondial pourrait marquer un tournant pour la coopération à l'échelle mondiale.

Comment Co-op a-t-elle célébré l'Année internationale des coopératives ?

Cette année a démontré comment notre modèle d'entreprise détenue par ses membres crée des communautés plus justes et plus durables, et pourquoi la coopération est plus importante que jamais. Nous avons mis en avant le pouvoir de la collaboration dans la construction de solutions sociales et économiques pour un avenir meilleur. Nous avons été heureux d'accueillir 500 coopérateurs de 59 pays à Manchester pour le Festival des coopératives pendant la semaine de l'assemblée générale de l'Alliance coopérative internationale. L'énergie et le dynamisme du mouvement mondial nous ont donné un réel optimisme pour l'avenir.



Directeur général de la Fédération coopérative de commercialisation du lait du Gujarat – AMUL (Inde)

Parlez-nous de votre organisation

Amul a été fondée en 1946, juste avant l'indépendance de l'Inde. Nous avons débuté avec deux coopératives villageoises et 250 litres de lait. Aujourd'hui, nous comptons 3,6 millions d'agriculteurs membres répartis dans 18 600 villages du Gujarat, traitant environ 35 millions de litres de lait par jour, soit environ 12 milliards de litres par an. Notre chiffre d'affaires l'an dernier s'élevait à environ 11 milliards de dollars américains.

Amul a été classée comme la marque alimentaire et laitière la plus puissante au monde. L'Inde est désormais le premier producteur mondial de lait grâce à la réplique du modèle Amul à l'échelle nationale. L'Inde produit un quart du lait mondial et, d'ici dix ans, ce chiffre pourrait atteindre un tiers. C'est là toute la force du modèle coopératif. Environ 80% de nos agriculteurs sont sans terre ou marginaux mais, ensemble, ils ont bâti une marque de confiance auprès des consommateurs en Inde et au-delà. C'est aussi un modèle d'autonomisation des femmes : en Inde, l'élevage bovin est majoritairement féminin et plus d'un tiers de nos membres sont des femmes. Les paiements sont versés directement sur leurs comptes bancaires, garantissant ainsi que les revenus — et l'autonomie — leur appartiennent pleinement. Amul ne se limite pas à la production de lait : c'est un vecteur de transformation socio-économique et d'autonomisation des communautés rurales. Le lait est devenu un outil de développement national.

Comment le fait d'être une coopérative vous permet-il d'avoir un impact sur les communautés ?

Le modèle coopératif permet une amélioration à la fois économique et sociale des populations en éliminant les intermédiaires, créant ainsi un lien direct entre les agriculteurs et les consommateurs. Les agriculteurs bénéficient du meilleur prix possible et les consommateurs bénéficient de produits de qualité avec un excellent rapport qualité-prix.

Nous sommes leaders sur tous les segments laitiers dans lesquels nous opérons mais notre impact dépasse largement le cadre économique. Notre modèle contribue à de nombreux Objectifs de développement durable des Nations Unies, de la réduction de la pauvreté à l'égalité des genres, en passant par la production responsable et les communautés durables.

Amul est une marque entièrement détenue par les agriculteurs. Ils gèrent tout : la collecte du lait, la fabrication et la commercialisation. C'est une entreprise intégralement contrôlée par les agriculteurs. Mais la véritable valeur d'Amul n'est pas le lait, c'est la confiance : celle de millions de producteurs et de milliards de consommateurs.

Pourquoi avez-vous rejoint le CM50 ?

Parce que c'est une excellente occasion d'échanger avec des leaders coopératifs du monde entier, d'échanger des idées, d'apprendre les uns des autres et de mettre en avant une véritable coopération entre coopératives. Le CM50 offre une plateforme pour partager des innovations, nouer des partenariats et montrer comment la collaboration peut avoir un impact mondial.

L'Année internationale des coopératives a été lancée en Inde en 2024. Comment l'avez-vous vécue ?

C'est une réussite éclatante. Depuis que le Premier ministre Modi a lancé l'Année internationale des coopératives à New Delhi, le message s'est répandu dans tout le pays. Le logo de l'Année internationale des coopératives est visible partout : dans les aéroports, les gares et même à la Kumbh Mela, le plus grand festival religieux au monde. Des organisations de tous les secteurs célèbrent la puissance du mouvement coopératif.

En 2021, notre gouvernement a créé un ministère national de la Coopération, dirigé par M. Amit Shah. Ce ministère encourage la création de nouvelles coopératives multi-États dans des domaines allant des produits biologiques à l'exportation, en passant par la mobilité : une plateforme de taxis détenue par les chauffeurs, similaire à Uber ou Lyft, notamment. Sa vision est *Sahakar Se Samridhi* : « La coopération mène à la prospérité. »

Comme nous le disons depuis le début d'Amul : *Vina Sahakar Nahin Uddhar* : « Sans coopération, pas de progrès ». Près de 80 ans plus tard, ce principe demeure notre fil conducteur, démontrant que lorsque les individus unissent leurs forces, la coopération constitue une alternative puissante, juste et durable au capitalisme, améliorant les conditions de vie et renforçant les communautés à travers le monde.



Parlez-nous de votre organisation

Le Groupe CIC est présent dans quatre pays : le Kenya, le Malawi, l'Ouganda et le Soudan du Sud. Nous sommes un assureur coopératif, fondé par des coopératives. Notre principal actionnaire est le mouvement coopératif et nos principaux clients sont également des coopératives.

Cette base nous distingue des autres assureurs : les coopératives étant nos actionnaires de référence, elles tiennent particulièrement à voir l'organisation se développer. Nous leur proposons des solutions qu'elles sont souvent les premières à adopter avant le marché élargi. Nous disposons d'un solide système d'entraide : nous les servons, elles nous soutiennent, et c'est cet engagement réciproque qui rend notre modèle solide.

Comment faites-vous la différence pour vos membres et vos communautés ?

En cocréant avec eux des produits spécialisés destinés aux coopératives. Nous proposons par exemple des garanties de prêt, des assurances santé ainsi que des couvertures pour l'élevage et l'agriculture. Ces produits sont conçus pour répondre directement aux besoins des coopératives. Nous investissons également massivement dans le renforcement des capacités. En tant que groupe d'assurance, nous avons un accès plus large aux connaissances et à l'expertise que de nombreuses coopératives, aussi les partageons-nous par le biais de formations. Nous organisons des réunions dans tout le pays où les dirigeants coopératifs se forment à la gestion des risques, à la gouvernance, aux opérations et à la stratégie. Nous soutenons également l'éducation par l'intermédiaire de la Fondation CIC qui finance des étudiants brillants mais défavorisés issus de familles coopératives. L'un des critères essentiels est que les parents soient membres de la coopérative. Et bien entendu, nous partageons notre réussite avec nos membres par le biais de versements de dividendes.

Qu'en est-il au niveau individuel ?

Un exemple particulièrement parlant est notre assurance bétail. De nombreux membres de coopératives sont des agriculteurs ne possédant que quelques vaches qui représentent l'ensemble de leurs moyens de subsistance : nourriture, frais de scolarité, survie. La perte d'une seule vache peut anéantir la famille. Grâce à notre couverture bétail, si un animal meurt,

nous l'indemnisons immédiatement. L'agriculteur peut remplacer la vache et poursuivre sa vie. Cela peut paraître modeste mais c'est très important pour des familles à travers le Kenya.

L'assurance-crédit-vie est un autre exemple. Les membres de coopératives empruntent auprès de leurs coopératives d'épargne et de crédit (Sacco). En cas de décès d'un membre, la Sacco pourrait être exposée au risque car ses proches pourraient ne pas être en mesure de rembourser le prêt. Notre couverture garantit dans ce cas un remboursement immédiat du prêt. Cela protège à la fois la Sacco et la famille. Cela évite aux ménages de sombrer dans la pauvreté et assure la pérennité de la Sacco.

Pourquoi avez-vous choisi de vous impliquer dans le CM50 ?

Pour nous, le CM50 est synonyme de collaboration intersectorielle. Nous pouvons apprendre des autres et ils peuvent apprendre de nous. Cela nous donne accès à des partenariats stratégiques. Ensemble, nous pouvons accomplir davantage que chacun isolément. Le CM50 peut amplifier notre impact, fournir des preuves chiffrées de la contribution des coopératives et renforcer la collaboration transfrontalière.

Au Kenya, le ministère des Coopératives et le Commissaire aux Coopératives travaillent en étroite collaboration avec nous. Ils nous aident en élaborant des politiques permettant d'étendre l'assurance aux agriculteurs. Leur plaidoyer et leur collaboration sont essentiels. Grâce au CM50, nous pouvons porter cette démarche à l'échelle internationale.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En étant proches des populations, en créant des solutions pour leurs moyens de subsistance et en les rendant résilientes en période d'incertitude. C'est ce que nous faisons au quotidien au CIC. Mais pour continuer à le faire, les coopératives doivent continuer à apporter des solutions à l'évolution des besoins. Nous devons nous pencher sur les zones non desservies et y remédier. Nous devons poursuivre la collaboration, la recherche et nous préparer aux défis futurs, comme le changement climatique qui perturbe déjà les cycles agricoles ici au Kenya.



Parlez-nous de votre organisation

IFFCO a été fondée en novembre 1967, ce qui en fait l'une des plus anciennes coopératives du pays. Notre mission ne se limite pas à la production d'engrais, elle inclut aussi l'amélioration des conditions de vie et du niveau de vie des agriculteurs. C'est d'ailleurs le mot d'ordre principal du gouvernement indien aujourd'hui : faire de la coopération le socle du progrès pour les agriculteurs et les communautés rurales. En tant que coopérative, nous considérons que nous sommes les premiers responsables de la protection des agriculteurs de ce pays. Nous possédons cinq usines de production en Inde, des coentreprises à l'étranger et environ 18 filiales réparties sur le territoire national.

En quoi le statut de coopérative permet-il à IFFCO d'améliorer son activité ?

Chez IFFCO, nous ne sommes pas seulement la propriété des agriculteurs : ils sont également au cœur de notre processus décisionnel, ce qui signifie que notre priorité reste en permanence leur développement tout azimut. Cela inclut la garantie que les engrais soient disponibles à temps, en quantités adéquates et dans les variétés appropriées. Nous ne nous contentons pas de fournir des engrais classiques ; nous développons également de nouveaux produits qui améliorent la fertilité et la productivité des sols tout en protégeant l'environnement. Nos nano-engrais innovants qui réduisent la charge sur les sols et favorisent la durabilité en sont un bon exemple. Au-delà des engrais, nous offrons des avantages par l'intermédiaire de nos filiales dans des domaines tels que l'assurance, le développement coopératif et le développement rural. Par exemple, la Coopérative forestière agricole indienne mène des projets forestiers et environnementaux financés par IFFCO elle-même. Cette approche globale témoigne de notre engagement non seulement envers la productivité agricole mais aussi envers le bien-être général des agriculteurs.

En quoi cela bénéficie-t-il directement aux communautés ?

Nous comptons plus de 36 500 coopératives membres. Cela représente plus de 50 millions d'agriculteurs directement liés aux activités d'IFFCO qui en tirent un bénéfice concret. Chaque année nous reversons à nos actionnaires coopératifs le dividende maximum autorisé par la loi, soit 20 %. Cela ga-

rantit que la richesse créée retourne directement aux communautés rurales.

Pourquoi le CM50 est-il important ?

Parce qu'il s'agit d'une plateforme unique pour nous présenter et apprendre des autres. IFFCO est la plus grande coopérative au monde, ce qui implique une responsabilité. Nous souhaitons poursuivre notre expansion et continuer à servir nos agriculteurs qui sont les racines mêmes de notre organisation.

S'il existe de nouvelles opportunités, de nouvelles technologies ou de nouveaux systèmes développés dans d'autres coopératives à travers le monde, le CM50 nous permet de les découvrir. Il nous permet de faire remonter des idées utiles à nos membres. C'est une occasion unique de rassembler les coopératives du monde entier en un seul lieu, à un moment donné, pour partager nos expériences.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

Pour nous, construire un monde meilleur signifie impliquer directement les personnes dans l'action coopérative, que ce soit dans l'agriculture, les projets environnementaux ou le développement rural. Nous apportons notre soutien, nous lançons des programmes et nous œuvrons sans relâche pour faire en sorte que les principes coopératifs soient appliqués.

Permettez-moi de vous présenter une initiative d'IFFCO lancée pendant cette Année internationale : la mission « Un arbre pour la Terre Mère ». Nous avons promu ce programme dans l'ensemble de nos antennes en Inde et, en peu de temps, plus d'un million d'arbres ont été plantés. Les agriculteurs, les populations rurales et les communautés locales se sont tous mobilisés pour cela.

Ce faisant, nous garantissons un développement inclusif. Les agriculteurs, les communautés rurales et tous ceux qui nous entourent peuvent constater les avantages concrets d'appartenir à une coopérative. En cette Année internationale, notre engagement est de continuer à œuvrer avec détermination pour renforcer le mouvement coopératif et démontrer que la coopération peut véritablement améliorer les vies et contribuer à bâtir un monde meilleur.



Parlez-nous de votre organisation

The Midcounties Co-operative est une famille d'entreprises unies par plus de 150 ans d'histoire, guidées par notre raison d'être : « grâce au pouvoir de la coopération, nous construisons un avenir plus juste, plus durable et plus éthique ».

Nous comptons plus de 6 000 collaborateurs répartis sur plus de 400 sites commerciaux avec un chiffre d'affaires annuel de 1,5 milliard de livres sterling et nous sommes détenus par nos 700 000 membres. Nos activités couvrent les secteurs du voyage, de l'alimentation, de la petite enfance, de l'énergie et des bureaux de poste à travers le Royaume-Uni. À travers ces activités, nous nous engageons à soutenir les communautés dans lesquelles nous opérons, en travaillant en partenariat avec des bénévoles locaux et des groupes communautaires.

Comment le fait d'être une coopérative influence-t-il votre fonctionnement ?

Les personnes et nos valeurs coopératives sont au cœur de tout ce que nous entreprenons. Notre réussite et l'impact que nous créons reposent sur la qualité des liens que nous tissons avec nos clients, nos membres-propriétaires et nos communautés. Nos membres peuvent recevoir une part de nos bénéfices au profit de leur communauté locale ou pour eux-mêmes à chaque achat effectué chez nous tout en bénéficiant d'offres exclusives. Mais surtout, ils ont leur mot à dire dans les décisions que nous prenons, qu'il s'agisse de définir notre stratégie commerciale à long terme ou de choisir les modalités de soutien à leurs communautés locales.

Quel est cet impact ?

C'est choisir d'exercer nos activités dans des zones où d'autres enseignes jugent que l'opportunité financière n'est pas suffisante. Il s'agit souvent de communautés plus isolées et économiquement plus défavorisées où nous savons que l'accès à nos magasins est un service essentiel. Étant une coopérative plutôt qu'une entreprise traditionnelle, nous pouvons à la fois élaborer des stratégies à long terme et être plus réactifs dans nos décisions.

Mais l'impact ne se limite pas à nos opérations quotidiennes. Il y a quelques années, nous avons lancé le programme Fairer Futures, une collaboration très réussie avec l'entreprise sociale Miss Macaroon, pour aider les jeunes de la région à surmonter

les obstacles à l'emploi. Nos crèches Little Pioneers mettent en pratique l'éducation coopérative. Nous sommes également membres fondateurs du Fonds pour le développement coopératif international et de Bright Future Cooperative qui travaille avec les employeurs pour créer de véritables opportunités d'emploi pour les survivants de l'esclavage moderne.

Les partenariats sont ancrés dans chaque aspect de votre réflexion.

Absolument! Le principe 6 est le super-pouvoir du mouvement. Individuellement, nous pouvons faire le bien dans nos secteurs et nos communautés. Mais faire le bien ensemble a une portée et un impact bien plus grands.

Est-ce pour cette raison que vous avez choisi de vous impliquer dans le CM50 ?

Oui. Nous sommes membres directs de l'Alliance coopérative internationale mais il est rare de réunir simultanément autant de leaders d'entreprise partageant un même objectif et une vision commune – dans une même salle, au même moment, tous alignés sur une même problématique. Tous les membres du CM50 partagent le même objectif : renforcer la visibilité des coopératives sur la scène internationale et, ce faisant, créer un environnement favorable à grande échelle par le biais de mécanismes législatifs, financiers et éducatifs. Doha est un espace essentiel pour amplifier ces échanges car le monde est complexe et il existe un véritable argument économique pour que les gouvernements adoptent le modèle coopératif afin de relever certains des défis les plus urgents de notre époque.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En étant les piliers d'un avenir plus juste, plus durable et plus éthique. Et cela est vrai à l'échelle mondiale. Nos valeurs et principes coopératifs ont évolué au fil du temps au cours des 180 dernières années mais ils constituent toujours une base solide à une époque où le monde a besoin de stabilité. Pour nous, l'Année internationale des coopératives n'est pas seulement une célébration, c'est un appel à l'action. Favoriser la croissance et sensibiliser le public au potentiel transformateur des coopératives est une démarche que nous devrions tous entreprendre avec fierté.



Parlez-nous de votre organisation

CLIMBS Life and General Insurance Cooperative a débuté comme une mutuelle et est aujourd'hui une coopérative d'assurance-vie et multirisques à part entière, détenue à 100 % par des coopératives primaires et des fédérations. Nous avons été créés pour répondre à un réel besoin d'offrir une protection sociale abordable, portée par des gens ordinaires, les communautés de base. C'est pourquoi nous nous qualifions parfois d'« assurance de proximité ». Notre compétence principale réside dans la personnalisation de produits et de services adaptés aux besoins des coopératives et de leurs membres. Aujourd'hui, nous sommes détenus par environ 4 000 coopératives primaires et nous assurons plus de 10 millions de Philippins.

Nous proposons des assurances-vie et multirisques ainsi que des produits innovants comme l'assurance paramétrique pour les risques climatiques. Celle-ci comprend une couverture contre les vents violents et les précipitations extrêmes, l'indice de chaleur et la sécheresse. Nous travaillons également sur l'assurance Takaful afin de mieux inclure nos frères et sœurs musulmans qui n'ont actuellement pas cette option aux Philippines.

Comment le fait d'être une coopérative vous rend-il différent ?

Parce que notre objectif n'est pas le profit mais la satisfaction des besoins en assurance. CLIMBS est organisée par des personnes ordinaires et non par des actionnaires, ce qui lui confère une véritable valeur d'appropriation ; nos assurés sont également nos membres et ils partagent les excédents. Cela change aussi notre manière de travailler. Puisque les assurés sont aussi les propriétaires nous allons au-delà des règles standard d'assurabilité ou d'indemnisation. Nous trouvons des solutions flexibles et humaines dans nos indemnisations. Nous sommes à l'écoute de nos membres et nous concevons rapidement des produits, qu'il s'agisse d'assurance climatique ou de nouvelles initiatives comme Takaful. Parce que nous appartenons aux communautés de base nous pouvons répondre à leurs réalités.

Pouvez-vous donner quelques exemples ?

Un des exemples les plus frappants : le typhon Haiyan, connu localement sous le nom de Yolanda. En 2013, la province de Leyte a été dévastée et beaucoup de nos coopératives membres ont été touchées. Grâce à l'assurance temporaire annuelle renouvelable et à l'assurance médicale, CLIMBS a versé environ 200 millions de pesos. Pour les particuliers, nous n'avons pas exigé de

longues listes de justificatifs. Nous avons simplement réglé les sinistres. C'est ce qui nous rend différents en tant que coopérative : nous considérons cela comme une obligation. La mutualité signifie être aux côtés de nos membres dans les moments les plus difficiles.

Autre exemple : notre assurance climatique. Lorsque les précipitations ou la vitesse du vent atteignent un certain seuil pendant un typhon, notre système déclenche automatiquement une indemnisation. Les assurés perçoivent toute la valeur de l'assurance lorsque la police est « en veille » et les soutient immédiatement après une calamité.

Notre action va aussi au-delà de l'assurance. La loi impose aux coopératives d'allouer 3 % de leur excédent à des services communautaires. Chez CLIMBS, nous avons utilisé ces fonds pour acheter des camions de pompiers et approvisionner en eau potable des communautés isolées. Les habitants sont heureux de voir arriver un camion de pompiers CLIMBS car cela leur permet d'économiser sur l'eau en bouteille et répond à un besoin essentiel. C'est aussi cela, la protection sociale.

Pourquoi rejoindre le CM50 était-il important pour vous ?

Parce que cela nous offre une plus grande plateforme. CLIMBS est certes ancrée dans les communautés locales mais le CM50 nous permet d'entrer en contact avec d'autres dirigeants de coopératives et de mutuelles, de partager notre expertise et de renforcer notre voix collective à l'échelle internationale. Il nous aide à amplifier notre mission de service aux communautés et à mettre en lumière la manière dont l'assurance coopérative et mutuelle offre protection et résilience, en particulier aux groupes vulnérables comme les agriculteurs et les pêcheurs.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En donnant la priorité à la personne. Les coopératives sont des entreprises organisées par des personnes et non par le profit. Elles reposent sur la propriété partagée, le soutien mutuel et des valeurs universelles. Aux Philippines, comme dans le monde entier, les coopératives montrent que lorsque nous travaillons ensemble, tout le monde réussit. Nous donnons aux personnes les moyens de façonner leur avenir, nous construisons l'équité et la résilience, et nous partageons les risques. Dans un monde divisé, les coopératives proposent une alternative fondée sur la solidarité.

UNE CONVERSATION AVEC...

Debbie Robinson



Directrice générale de Central Co-op (Royaume-Uni)

Parlez-nous de votre organisation

Central Co-op est une coopérative de consommateurs – une véritable société coopérative dotée d'un riche héritage et d'un conseil d'administration composé de personnes très engagées, déterminées à promouvoir l'agenda coopératif.

Notre projet Malawi en est un exemple. Le Malawi est le quatrième pays le plus pauvre du monde et pourtant il produit des arachides, des noix de macadamia, du riz et des huiles. Notre projet propulse le commerce équitable à un niveau supérieur en veillant à ce que les producteurs soient organisés en coopératives et en développant une économie circulaire qui maintient la création de richesse au sein des communautés productrices. Au Royaume-Uni, nous avons la chance d'avoir un gouvernement qui s'est engagé à doubler la taille du secteur coopératif et mutualiste, ce qui renforcera encore cet impact.

Pourquoi pensez-vous qu'être une coopérative vous rend meilleur dans ce que vous faites ? Parce que nous sommes guidés par nos valeurs et nos principes établis il y a 180 ans ; des mots comme « entraide », « responsabilité personnelle », « équité », « démocratie » sont toujours d'actualité. Les membres de nos communautés recherchent une voix et une opportunité et c'est ce que les coopératives offrent : des personnes qui se rassemblent autour d'un objectif commun pour faire changer les choses.

Au-delà du Malawi, quels autres exemples illustrent votre impact ?

Nous écoutons beaucoup en utilisant des questionnaires et notre application dédiée aux membres pour réaliser des sondages rapides. Cela donne vie à la démocratie dans les décisions du quotidien.

Mais nos membres sont également très sensibles aux enjeux environnementaux. Nous avons donc développé une initiative d'autonomie énergétique verte. Nous avons investi plus de 9 millions de livres sterling dans des panneaux solaires installés sur nos bâtiments. Avec d'autres sociétés indépendantes, nous avons signé un contrat d'achat d'électricité unique de 10 ans pour de l'énergie éolienne produite dans l'estuaire de la Tamise. Cela suffit déjà à alimenter 1 200 foyers. À terme,

nous souhaitons produire suffisamment d'énergie verte, non seulement pour notre activité, mais aussi pour nos membres et nos clients. C'est un engagement à long terme en faveur de l'énergie durable.

Pourquoi avez-vous rejoint le CM50 ?

Parce que je le considère comme un groupe véritablement progressiste qui ne se contente pas de faire preuve d'engagement mais qui cherche aussi à agir. Je pense qu'il est essentiel que les plus grandes coopératives s'unissent et tendent la main aux plus petites dans chaque pays. Il ne s'agit pas seulement que les grandes coopératives accomplissent des choses formidables ; il s'agit d'avoir une voix internationale et de faire une réelle différence.

Une chose que j'aimerais vraiment voir, c'est des coopératives connectées à l'ère numérique, peut-être grâce au cloud ou à une plateforme d'achat éthique inspirée d'Amazon. Ainsi, les échanges entre coopératives pourraient être garantis, avec des normes éthiques intégrées, jusqu'aux membres et aux consommateurs. Nous existons depuis plus longtemps qu'Amazon ou eBay ; ne serait-il pas formidable de rattraper notre retard en créant une plateforme coopérative mondiale pour dynamiser l'économie coopérative ?

Quel est, selon vous, l'objectif ultime du CM50 ?

Pour moi, la finalité du CM50 est de développer la participation économique, de renforcer la résilience des coopératives et d'étendre l'économie coopérative dans le monde entier. Doha est un moment charnière, marquant la fin de l'Année internationale des coopératives, proclamée par l'ONU. De telles opportunités sont rares ; nous devons donc nous concentrer sur des réalisations concrètes qui font la différence à l'échelle mondiale.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En écoutant leurs membres et en répondant à leurs besoins. Les excédents que nous générons à partir de biens et de services sont redistribués entre les producteurs et reviennent aux membres dont les idées ont contribué à les façonner. C'est là toute la beauté du mouvement coopératif.

UNE CONVERSATION AVEC...

Izak Smit



Directeur général de la Professional Provident Society (Pty) Ltd (PPS) (Afrique du Sud)

Parlez-nous de votre organisation

PPS est la Professional Provident Society. Notre siège social est situé à Johannesburg, en Afrique du Sud, mais nous sommes également présents en Namibie, en Australie et en Nouvelle-Zélande et nous sommes fiers d'être une organisation mutualiste. Nous avons été fondés en 1941, en pleine Seconde Guerre mondiale, une période peu propice pour lancer une nouvelle entreprise mais aussi une période où l'on réfléchissait sérieusement à l'avenir et à la protection des revenus. Aujourd'hui, nous servons environ 150 000 professionnels, nous générons un chiffre d'affaires d'environ 7 milliards de rands (400 millions de dollars américains) et nous avons reversé l'an dernier l'équivalent d'environ 300 millions de dollars américains à nos membres.

Nous intervenons dans l'ensemble du secteur des services financiers. En résumé, nous sommes un guichet unique pour le marché des professionnels.

Pourquoi est-il si important pour vous d'être une mutuelle ?

C'est un modèle qui vous séduit vraiment. Les mutuelles naissent d'un objectif : une communauté qui se rassemble pour répondre à un besoin. Contrairement aux sociétés par actions, nous n'avons pas d'actionnaires extérieurs. Cela signifie qu'il n'y a pas de perte de valeur. Tous les bénéfices sont reversés aux membres. Nous ne les appelons pas clients, ce sont des membres et des propriétaires. Tout ce que nous faisons est pour eux et c'est une puissante source de motivation.

Parfois, les régulateurs ont du mal à nous comprendre car ils sont habitués à traiter avec des sociétés dirigées par leurs actionnaires. Ces sociétés subissent une pression constante pour produire des résultats trimestriels alors que nous adoptons une vision à long terme. Je plaisante souvent avec les régulateurs : « Si tous les assureurs étaient comme nous, vous n'auriez pas de travail ». Évidemment, c'est un brin malicieux de ma part mais le message est sérieux : tout ce que nous faisons est dans l'intérêt des membres.

Comment cela se traduit-il concrètement ?

L'impact est considérable. Il s'agit tout d'abord, de la protection que nous offrons. En cas de maladie ou d'invalidité, le soutien que nous apportons peut changer une vie. Des membres m'ont

dit : « Sans PPS, ma famille aurait été financièrement ruinée ». Ce genre de retour nous rappelle pourquoi nous existons.

Deuxièmement, les répartitions des excédents font une réelle différence. Année après année, les profits sont crédités aux membres. Au fil du temps, ils s'accumulent et constituent un capital conséquent. Souvent, cela permet de combler les lacunes dans la planification de la retraite et procure aux membres un sentiment de sécurité supplémentaire.

Troisièmement, en tant que mutuelle, nous réinvestissons dans la société. Chez PPS, l'éducation nous tient particulièrement à cœur car notre marché est composé de professionnels. Nous finançons des bourses d'études, nous parrainons des universités et nous soutenons l'enseignement supérieur. J'ai rencontré des étudiants qui m'ont confié : « Sans PPS, je ne serais pas devenu médecin ». Ces témoignages sont extrêmement touchants.

L'assurance repose sur le principe de la solidarité : mettre en commun des ressources pour que, lorsqu'un malheur touche une personne, le groupe puisse la soutenir. C'est ce qui rend le modèle mutualiste si naturel. Il reprend ce principe et garantit que les profits soient conservés par la communauté et non confisqués par les actionnaires.

Pourquoi avez-vous souhaité participer au CM50 ?

C'est une formidable plateforme pour mettre en valeur les mutuelles et les coopératives. Le secteur des services financiers est fortement réglementé et il est très difficile de créer de nouvelles mutuelles. Mais les mutuelles existantes ont fait leurs preuves depuis des décennies. Le CM50 nous rassemble pour partager les meilleures pratiques et plaider en faveur de leur reconnaissance par les décideurs politiques.

J'ai hâte que les différentes parties prenantes échangent, s'apprécient et apprennent les unes des autres lors du Sommet social mondial de Doha et après celui-ci. Je pense que la véritable valeur réside souvent dans les échanges informels mais il ne faut pas perdre l'élan amorcé à Doha. Ce sommet doit être un catalyseur pour une coopération accrue, une mise en synergie des travaux et des idées, et pour garantir que les coopératives et les mutuelles soient pleinement reconnues comme modèles économiques. Il doit aussi devenir plus facile de les créer et de leur permettre de s'épanouir.



Parlez-nous de votre coopérative

La première coopérative bulgare a été fondée il y a 135 ans et l'Union coopérative centrale (UCC) regroupe aujourd'hui 560 coopératives de consommation. Nous sommes membres de l'Alliance coopérative internationale depuis 1902 et la première loi coopérative a été adoptée en Bulgarie en 1907. Les coopératives ont un avenir incontestable car depuis 135 ans nos activités reposent sur les valeurs et les principes coopératifs, gage de durabilité et de compétitivité. Au cœur de notre réussite se trouve la foi, inscrite dans notre devise : « Tous ensemble, nous pouvons faire plus ». Nos membres travaillent sous « une stratégie – une marque – une organisation ». Des statuts communs garantissent leur solidité et leur pérennité.

Comment votre coopérative fait-elle la différence pour ses membres ?

Beaucoup de nos coopératives opèrent dans de petites villes et dans des zones de haute montagne où l'État manque d'outils pour mettre en œuvre une politique sociale et répondre aux besoins de la population. Nous prenons donc des mesures qui donnent tout son sens à l'adhésion et améliorent le niveau de vie et la stabilité financière de nos membres. Nous augmentons le nombre d'adhérents et nous renforçons la participation des jeunes et des femmes dans les instances de gestion, nous encourageons les coopérateurs à rejoindre les organes de gouvernement locaux et nous soutenons un lobbying coopératif efficace. Grâce à la production et à la livraison mutualisées, nos magasins permettent à nos membres de faire leurs achats à des prix préférentiels. Notre hôpital coopératif, l'un des plus grands de Bulgarie, prend soin de la santé de ses membres. Des programmes éducatifs menés avec quatre universités permettent de se former dans des domaines modernes tels que la numérisation, le design graphique et l'intelligence artificielle. Nos magasins de détail, grâce à la production et à la livraison mutualisées, permettent aux membres de faire leurs achats à des prix préférentiels. Notre hôpital coopératif, l'un des plus grands de Bulgarie, veille à la santé de nos membres. Des programmes éducatifs menés avec quatre universités proposent des formations dans des domaines modernes tels que la numérisation, le design graphique et l'intelligence artificielle.

Pourquoi le CM50 est-il important ?

Ces dernières années, on a observé une certaine distance entre les dirigeants des organisations coopératives nationales au sein de l'ACI. Nombre d'entre nous ne se connaissent pas personnel-

lement et ne partagent pas les bonnes pratiques. J'ai dit à mes collègues du CM50 : « *Pour être durables et compétitifs, nous devons laisser notre ego national et régional au second plan. Un ego qui, bien trop souvent, nous empêche d'agir dans l'intérêt des organisations nationales, des membres et surtout des jeunes qui, de plus en plus, ignorent la signification réelle et la force de l'idée coopérative* ». C'est cette conviction qui m'a poussé à rejoindre le Cercle des leaders du CM50, convaincu que ces 50 dirigeants ont mis leur ego de côté et travaillent ensemble pour développer la coopération entre les coopératives, renforcer l'éducation, la formation et l'échange d'informations, et créer une base de données statistiques actualisée afin d'accroître la visibilité et de démontrer l'importance des coopératives et des sociétés de crédit.

Quels sont vos espoirs pour Doha et au-delà ?

Premièrement, renforcer encore la visibilité de l'entreprise coopérative et en montrer l'importance en tant que modèle le plus durable et le plus performant au service des personnes. La tenue de la cinquième réunion du Cercle des leaders du CM50 dans le cadre du deuxième Sommet mondial des Nations Unies pour le développement social constitue une occasion unique de clôturer l'Année internationale des coopératives 2025 en partenariat avec l'ONU et ses agences. Ensemble, nous présenterons le projet coopératif en faveur d'un nouveau contrat pour l'économie mondiale, affirmant ainsi notre engagement pour un changement transformateur vers une économie centrée sur la personne.

Comment les coopératives peuvent-elles construire un monde meilleur ?

Lorsque nous parlons d'un monde meilleur, nous ne devons pas nous concentrer uniquement sur la responsabilité des coopératives. Il peut être construit si nous collaborons avec les gouvernements nationaux dans un esprit de confiance et de respect, garanti par une législation coopérative appropriée. Une telle législation nous légitime et montre à la société que, dans l'entreprise coopérative, ce sont les personnes, et non le capital, qui comptent avant tout. Parallèlement à une législation harmonisée, nous devons œuvrer, en dépassant nos ego nationaux et régionaux, pour mettre en place une stratégie unique, une marque unique, une organisation unique à tous les niveaux de gouvernance – au moyen de lois harmonisées, de critères clairs d'évaluation de la coopération durable, de responsabilités définies pour les fonctions électives et de programmes éducatifs destinés à former les futurs dirigeants coopératifs.

UNE CONVERSATION AVEC...

Hilde Vernailen



CEO du Groupe P&V (Belgique)

Parlez-nous de votre organisation

Le Groupe P&V est un groupe d'assurance belge fondé en 1907. Au fil des ans, nous sommes devenus un acteur majeur sur le marché belge. La Belgique est un petit marché mais nous sommes aujourd'hui numéro six, offrant une protection à plus d'un million de clients. Depuis nos débuts, notre mission est de servir les personnes et les communautés en concevant des produits d'assurance inclusifs, accessibles et socialement responsables. Notre objectif est d'offrir une protection au plus grand nombre en rendant l'assurance inclusive et accessible, en investissant dans la prévention et en agissant de manière durable.

Comment y parvenez-vous ?

En privilégiant l'impact social à long terme plutôt que le profit. Lors du développement et de la tarification des produits, nous prenons en compte les besoins plus larges de la population. Par exemple, nous avons récemment lancé un produit couvrant la responsabilité individuelle. Ce produit couvre tous les types de conditions de vie : si vous hébergez des réfugiés, ils sont couverts ; si votre grand-mère vient vivre avec vous, elle est couverte. Les enfants restent couverts pendant un certain temps même après avoir quitté le domicile familial. D'autres compagnies d'assurance proposent ce type de prestations mais sous forme d'options supplémentaires plus coûteuses. Chez P&V, elles sont incluses dans le produit de base. L'inclusion est intégrée dès la conception.

Nous disposons également de structures de micro-assurance qui soutiennent des projets en Belgique et à l'étranger dans les pays en développement. Par ailleurs, la Fondation P&V agit contre l'exclusion des jeunes et encourage la citoyenneté active.

Par quels autres moyens P&V peut-il avoir de l'impact ?

Pour les assureurs, le moyen le plus simple d'avoir un impact est l'investissement. Nous pouvons exclure certains investissements et en promouvoir d'autres. Nous sommes engagés envers les objectifs de décarbonation de la Science Based Targets Initiative et nous intégrons également la durabilité à nos produits, ce qui est plus complexe. Nous travaillons à mesurer les émissions que nous pouvons réduire par le biais des risques que nous assurons. Ce n'est pas simple mais notre engagement est ferme.

L'assurance, on n'y pense vraiment que lorsqu'on en a be-

soin. Il ne s'agit pas de se mettre en avant grâce aux malheurs des autres mais c'est précisément dans ces moments-là que la différence se voit. Ainsi, lors des grandes inondations en Belgique en 2022 nous étions immédiatement sur le terrain. Nous avons réagi rapidement pour régler les sinistres et aider les populations à reconstruire. C'est dans ces circonstances que nos assurés nous font part de l'importance de notre approche coopérative.

Pourquoi vous êtes-vous impliqué dans le CM50 ?

Pendant cette Année internationale des coopératives, il est essentiel de montrer que la promotion du modèle ne repose pas uniquement sur des fédérations comme l'Alliance Coopérative Internationale ou Cooperatives Europe. Ce sont aussi les leaders de coopératives importantes du monde entier qui la font. Lorsque nous prenons la parole ensemble et que nous présentons des projets réussis dans différents secteurs, l'impact sur les décideurs politiques est bien plus significatif.

Quel est, selon vous, l'objectif ultime du CM50 ?

Nous voulons démontrer que le modèle coopératif peut répondre aux besoins économiques, aux besoins sociaux et soutenir l'émancipation des personnes. Certains pays n'autorisent toujours pas les coopératives dans certains secteurs. L'un de nos objectifs est de lever ces obstacles. Les responsables politiques, tous partis confondus, aspirent à la croissance économique et au bien-être social. Il nous appartient de leur montrer que le modèle coopératif peut contribuer aux deux. Le Sommet social mondial est un appel lancé aux décideurs politiques, mais Doha n'est pas une fin en soi. Le travail doit se poursuivre.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En répondant aux besoins réels des populations. Être proche des communautés nous permet de concevoir des produits et des services qui répondent véritablement à ces besoins. Il s'agit de proposer des produits éthiques, une gouvernance démocratique et de privilégier les personnes au profit. Les coopératives privilégient la solidarité à la concurrence et construisent des communautés plutôt que de simples marchés. Cela rend notre action plus équitable, plus résiliente et plus humaine.



Parlez-nous de votre organisation

The Co-operators est une coopérative de services financiers canadienne fondée juste après la Seconde Guerre mondiale par des personnes qui estimaient ne pas obtenir les produits et les services adéquats de la part de leurs assureurs. Leur objectif était simple : améliorer la vie de leurs familles, de leurs communautés et d'eux-mêmes. Aujourd'hui, notre raison d'être est de contribuer à la sécurité financière des Canadiens et des collectivités que nous servons. Nous ne nous levons pas chaque matin pour maximiser nos profits mais pour leur assurer la sécurité financière.

« Demain Fort », le produit que nous avons lancé, est un exemple. Il s'agit d'une assurance habitation qui permet financièrement aux assurés de reconstruire en mieux après un sinistre lié à une catastrophe naturelle. Par exemple, dans les régions du Canada fréquemment touchées par des tempêtes de grêle, si une toiture en bardeaux d'asphalte est détruite, nous les aidons à la remplacer par une toiture en tuiles résistantes à la grêle. Cela brise le cycle des dommages et des réparations. Nous sommes la seule organisation au Canada à proposer cette couverture de manière systématique, sans coût supplémentaire.

Autre exemple : notre stratégie d'investissement. Aujourd'hui, 27 % de nos actifs investis sont dans des investissements à impact vérifié – plus que toute autre institution financière au Canada et tout autre assureur au monde, selon Corporate Knights. Ces investissements génèrent de l'énergie verte, créent des opportunités dans les domaines de l'éducation et de la santé, tout en affichant de meilleures performances que les autres portefeuilles. C'est la preuve qu'il est possible de concilier performance économique et impact positif.

En quoi le fait d'être une coopérative vous permet-il de faire les choses différemment ?

En tant que coopérative de troisième rang, nos membres sont eux-mêmes des coopératives – coopératives de crédit, organisations agricoles et autres. Nous comptons actuellement 46 membres, et environ un quart de notre activité est réalisée pour eux et par leur intermédiaire. Cette structure nous permet de rester centrés sur la résilience et les bénéfices à long terme pour les communautés.

À quoi cela ressemble-t-il au niveau individuel ?

Il y a eu un incendie de forêt au Canada. Les habitants ont dû fuir par la seule autoroute et beaucoup sont partis sans rien : sans provisions, sans argent. Nous avons contacté nos assurés sur leur téléphone portable alors qu'ils étaient encore sur l'autoroute. Si quelqu'un n'avait pas de quoi faire le plein une fois sorti, nous avons immédiatement déposé des fonds sur son compte en caisse de crédit. Après l'incendie, à la réouverture de la communauté, il y avait une file d'attente devant notre bureau. Et ce n'étaient pas seulement nos assurés ; des personnes couvertes ailleurs sont venues déposer leurs dossiers en disant : « Je veux ce que mon voisin avait ». C'est ça, la différence coopérative.

Pourquoi avez-vous choisi de vous impliquer dans le CM50 ?

Parce que les coopératives appartiennent aux communautés et sont gouvernées par elles et que notre raison d'être est de les soutenir. Mais pour accroître notre impact, nous avons besoin d'une législation, d'une réglementation et d'une reconnaissance des gouvernements. Pour moi, l'objectif du CM50 est double : en externe, sensibiliser et catalyser l'action gouvernementale ; en interne, favoriser la collaboration et les partenariats économiques entre les coopératives.

Quels sont vos espoirs pour Doha et le Sommet social mondial ?

Je vois Doha comme une rampe de lancement, un point d'inflexion. Si nous savons raconter notre histoire avec force, nous pouvons susciter un nouveau niveau d'engagement de la part des gouvernements ce qui permettra de renforcer notre impact et notre développement. Nous sommes la solution à de nombreux défis politiques urgents ; il suffit simplement qu'on nous laisse entrer dans le jeu.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

Nous avons déjà bâti un monde meilleur – ce n'est pas le début du travail. Mais le travail n'est pas terminé. Les communautés sont plus saines, plus heureuses et plus résilientes grâce aux opportunités coopératives. Pour le dire simplement : les coopératives et les mutuelles renforcent la résilience des personnes et des communautés et nous apportons des réponses aux défis les plus cruciaux de notre société. C'est pourquoi notre rôle est absolument essentiel.



Directeur général de la Fundación Espriu (Espagne) et Président de l'Organisation internationale des coopératives de santé (IHCO).

Parlez-nous de votre organisation

La Fundación Espriu promeut les soins de santé coopératifs à travers des organisations comme ASISA et SCIAS, alliant excellence médicale et gouvernance démocratique. Notre singularité réside dans le fait que nos membres – professionnels de santé et, dans certains cas, patients – influencent directement la stratégie et les opérations. En privilégiant la personne au profit, nous offrons des soins centrés sur le patient, durables et fondés sur la responsabilité partagée.

Comment le fait d'être une coopérative transforme-t-il la façon dont les soins de santé sont dispensés ?

Elle transforme la dynamique traditionnelle des soins de santé. Chez SCIAS, par exemple, les patients de l'hôpital de Barcelone participent directement aux décisions. Leur contribution a permis de réelles améliorations comme l'expansion des services gériatriques et le lancement de programmes communautaires de santé mentale. La gouvernance coopérative signifie que les solutions reflètent les besoins humains et que chaque voix compte.

Quel est l'impact des coopératives de santé à l'international ?

Les exemples sont nombreux. En Europe, nous collaborons avec les systèmes de santé nationaux pour réduire les listes d'attente liées aux diagnostics, aux traitements et aux interventions chirurgicales. Après la pandémie de COVID-19, face à l'allongement des délais d'attente, les coopératives de santé ont œuvré activement pour améliorer l'accès aux soins pour les patients.

En Amérique du Sud, Unimed do Brasil est la plus grande coopérative de médecins au monde, avec 130 000 médecins membres, 20 millions de patients assurés et près de 300 hôpitaux. Elle a l'envergure d'un système de santé national. En Afrique, nous collaborons avec des coopératives qui offrent un accès aux soins dans des communautés dépourvues de tout autre d'autre système. Parce qu'elles sont détenues localement, les coopératives s'intègrent parfaitement à l'environnement et répondent à des besoins réels.

Quelle différence le modèle coopératif apporte-t-il aux médecins et aux professionnels de santé ?

Cela leur donne une voix. Ils ne subissent aucune pression de la part de l'industrie, des laboratoires ou des actionnaires. Il n'y a

aucun impératif de générer des profits pour des investisseurs. Au contraire, l'argent reste dans le système et est réinvesti de deux façons : de meilleures infrastructures et de meilleurs équipements pour les patients, et de meilleurs revenus et conditions de travail pour les médecins et les professionnels de santé. C'est une différence fondamentale : nous travaillons à améliorer les services et les conditions de travail, et pas seulement à générer des profits. Nous considérons la santé comme une responsabilité partagée et les coopératives rendent cela possible.

Comment l'IHCO œuvre-t-elle pour étendre le rôle des coopératives de santé à l'échelle mondiale ?

Chez IHCO, nous nous efforçons de fédérer davantage de coopératives de santé au-delà des frontières. Nous comptons désormais 21 membres, le nombre le plus élevé de notre histoire, et nous renforçons notre engagement via des plateformes comme le CM50. Notre objectif est que les coopératives de santé soient reconnues comme des partenaires clés pour la mise en place d'une couverture santé universelle. Nous plaçons en faveur d'un cadre mondial qui soutienne les soins de santé coopératifs, favorise la collaboration transfrontalière et stimule l'innovation.

Quel rôle joue le CM50 dans l'avancement de ce programme ?

Le CM50 est essentiel car il rassemble les mutuelles et les coopératives pour partager leurs expériences et renforcer notre voix. Trop souvent, nous ne parlons de coopératives qu'entre nous. Le CM50 nous aide à présenter notre modèle à un public plus large et aux décideurs politiques. Il démontre qu'un système de santé démocratique et centré sur la personne est non seulement viable, mais essentiel pour des sociétés résilientes.

Comment les coopératives construisent-elles un monde meilleur ?

En plaçant les personnes au cœur de leur action. Les coopératives de santé créent des systèmes inclusifs qui garantissent dignité, équité et sens. Elles donnent aux patients comme aux professionnels les moyens de cogouverner, afin que les soins répondent réellement aux besoins. Je dis souvent qu'il existe une troisième voie en matière de santé : à côté du secteur public et du secteur privé, il y a la voie coopérative qui conjugue solidarité et excellence médicale. C'est ainsi que nous construisons un monde plus juste, plus résilient et plus humain.



Explorer l'économie coopérative

www.monitor.coop
ica@ica.coop

